



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Direction Départementale
des Territoires de Meurthe-
et-Moselle**

**EARL DES BLANCHES TERRES
1 rue de l'Eglise
54830 REMENOVILLE**

**Service Police de l'Eau DDT
du département de la
Meurthe-et-Moselle**

Dossier suivi par :
Denis REMY

Mèl : denis.remy@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Tél. : 03 83 91 41 38
Fax : 03 83 37 06 66

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
CREATION D'UN RESEAU DE DRAINAGE sur les communes de REMENOVILLE ET de SERANVILLE
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :54-2020-00087

NANCY CEDEX, le 26 novembre 2020

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**CREATION D'UN RESEAU DE DRAINAGE - parcelles ZE 19, 20, 21 et 57 lieu-dit "Bois de Bouxat" - parcelle ZH 6 lieu-dit "Champ du Loup" - parcelle ZK 73 lieu-dit "Champ la Pipe" sur la commune de REMENOVILLE
et parcelle ZB 109 ET 110 lieu-dit "Forts Champs" sur la commune de SERANVILLE**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 05 novembre 2020.

Au vue des plans de drainage et de l'implantation des bassins de décantations avant le rejet dans le cours d'eau, ainsi que de l'étude pédologique démontrant l'absence de zone humide dans cette parcelle .

J'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier**, et de respecter l'implantation des bassins de décantations avant le rejet dans le cours d'eau.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie des communes de REMENOVILLE et de SERANVILLE, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois

pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation

La cheffe de service adjointe
Eau Environnement Biodiversité



Emmanuelle PORTEMER

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)